

## ARRETE MUNICIPAL n° A20241206-580

Mairie d'Ussel  
 Département de la Corrèze  
 République Française

		<b>Service</b>	Pôle Aménagement
		<b>Type</b>	Réglementation de la circulation et du stationnement
<b>Matière</b>	6.1	Libertés publiques et pouvoirs de police - police municipale	
<b>Objet</b>	Peinture routière		
<b>Date</b>	Du lundi 9 décembre 2024 au vendredi 20 décembre 2024		
<b>Lieu</b>	Avenue Gambetta (RD 982), route de Neuvic (RD 982)		
<b>Demandeur</b>	Entreprise PSMS 19		

Le Maire d'Ussel,

- Vu le Code de la Route et notamment les articles R.411-25 à R.411-28 et R.411-1 à R.411-9 ;
  - Vu le Nouveau Code Pénal - article R.610-5 ;
  - Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.2213-2 ;
  - Vu l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
  - Vu la demande en date du 6 décembre 2024, présentée par l'entreprise PSMS 19 – 19300 EGLETONS ;
- Considérant qu'il est nécessaire de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules pour des travaux de peinture routière, avenue Gambetta (RD 982) et route de Neuvic (RD 982) ;

Arrête,

**Article 1 :** Dans la période comprise entre le **lundi 9 décembre 2024 à 7 h 00** et le **vendredi 20 décembre 2024 à 19 h 00**, durant les travaux de peinture routière, avenue Gambetta (RD 982) et route de Neuvic (RD 982) :

La circulation de tous les véhicules s'effectue alternativement par feux tricolores de chantier ou par piquets K10 ou par panneaux B15 et C18.

La vitesse des véhicules est limitée à 30 km/h aux abords des travaux.

**Un passage est maintenu en permanence pour l'intervention éventuelle des services d'incendie et de secours.**

**Article 2 :** Le stationnement de tous les véhicules est interdit au droit du chantier.

**Article 3 :** La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière est mise en place, maintenue en l'état et enlevée par le **pétitionnaire**. Un exemplaire du présent arrêté municipal doit être **impérativement** affiché, à la vue de tous.

**Article 4 :** Les services de police pourront faire procéder à l'enlèvement des véhicules en stationnement interdit aux frais des propriétaires.

**Article 5 :** Monsieur le Commandant de Police, Chef de la Circonscription de Sécurité Publique d'USSEL, Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur du Pôle Aménagement et les Agents de Surveillance de la Voie Publique de la Ville d'USSEL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 6 :** Le présent arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication sur le site internet de la Commune. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans les mêmes conditions de délai.

**Article 7 :** Ampliation du présent arrêté sera adressée pour information à Monsieur le Chef du Centre d'Incendie et de Secours d'USSEL, au Conseil Départemental, au Pôle Environnement de Haute-Corrèze Communauté, aux entreprises de transport en commun et à la société PSMS 19, pétitionnaire.

Fait à Ussel, le 6 décembre 2024.

Le Maire,  
 Vice-Président du  
 Conseil Départemental de la Corrèze




  
 Christophe ARFEUILLERE

Certifié exécutoire suite à :  
 Mise en ligne le : 06 DEC. 2024  
 Notification le :